

Brochure n° 3215

**Convention collective nationale**

IDCC : 1267. – **PÂTISSERIE**

AVENANT N° 60 DU 15 JANVIER 2008

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE  
DES CADRES ET DES NON-CADRES

NOR : ASET0850315M

IDCC : 1267

Entre :

La confédération nationale des artisans pâtisseries, chocolatiers, confiseurs,  
glaciers, traiteurs de France ;

La confédération nationale des glaciers de France,

D'une part, et

La FGA-CFDT ;

La FGTA-FO ;

La FNAF-CGT ;

La FNAA-CGC ;

La CSFV-CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification du champ d'application*

Le présent avenant vise à faire bénéficier l'ensemble des salariés cadres et non cadres, quelle que soit la nature de leur contrat de travail, du régime de prévoyance mis en place au sein de la convention collective nationale de la pâtisserie.

## **Article 2**

### *Date d'entrée en vigueur*

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## **Article 3**

### *Extension du présent avenant. – Publicité*

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée en application de l'article L. 133-8 du code du travail.

## **Article 4**

### *Durée. – Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La révision pourra prendre effet dans les conditions visées à l'article L. 132-7 du code du travail. L'accord pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Les modalités de dénonciation sont fixées par l'article L. 132-8 du code du travail. Toutefois, les nouvelles négociations devront être engagées dans le mois de la signification de la dénonciation.

Fait à Paris, le 15 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)